

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 1627

[S - C - 98/29269]

**8 JUIN 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, §§ 3 et 4, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, tel que modifié;

Vu le décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 2, alinéa 2, 3°;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 juillet 1997 fixant le cadre du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 30 mars 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 10 avril 1998;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 6 avril 1998;

Vu le protocole du comité de négociation du Secteur XVII conclu le 18 mai 1998;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française, le 17 mars 1997, sur la demande d'avis dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 28 mai 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'enfance et l'aide à la jeunesse dans ses attributions et du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1998,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *L'Observatoire, missions et organisation**Section 1re. — L'Observatoire***Article 1^{er}.** Il est institué, au sein des services du Gouvernement de la Communauté française, un Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse, ci-après dénommé l'Observatoire.

L'Observatoire fonctionne en étroite collaboration avec les autres services du Gouvernement de la Communauté française et l'Office de la Naissance et de l'Enfance, ci-après dénommé l'ONE.

*Section 2. — Missions***Art. 2.** L'Observatoire a pour missions :

1° de dresser un inventaire permanent :

a) des politiques et des données sociales en matière d'enfance et de jeunesse, notamment en ce qui concerne la santé, les loisirs, l'expression culturelle, l'accueil des enfants et des jeunes, le décrochage scolaire, l'adoption ainsi que les matières visées à l'article 2 du décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

b) des institutions et des associations compétentes dans les matières de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, de leur utilisation et de leur accessibilité. Par association, il faut entendre toute personne physique ou morale ou toute association de fait agréée ou subsidiée par la Communauté française ou par l'ONE développant en tout ou en partie ses activités en matière d'enfance, de jeunesse ou d'aide à la jeunesse;

2° d'émettre à la demande du Gouvernement de la Communauté française, d'un membre de celui-ci, du Secrétaire général ou de l'Administrateur général de l'ONE, des avis sur toute question relative à l'enfance, la jeunesse et l'aide à la jeunesse notamment en ce qui concerne l'élaboration de critères de programmation des institutions et des associations, la création de nouvelles institutions ou associations et, le cas échéant, la réorganisation des institutions et des associations existantes pour répondre aux besoins;

3° de promouvoir et de faire connaître toute initiative dont l'objectif est d'améliorer la situation des enfants et des jeunes et de mettre en oeuvre pour la Communauté française les dispositions contenues aux articles 42 et 44 de la convention internationale du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant approuvée par décret du Parlement de la Communauté française le 3 juillet 1991;

4° de faire des recommandations visant à favoriser la collaboration entre l'ONE, les services du Gouvernement et les associations;

5° de coordonner les résultats des études et recherches scientifiques réalisées en matière d'enfance, de jeunesse et d'aide à la jeunesse et, s'il échet, de réaliser de telles études ou recherches.

Art. 3. Les avis visés à l'article 2, 2°, sont transmis aux organes consultatifs compétents et à l'ONE pour les matières qui les concernent.**Art. 4.** Le Gouvernement établit avec tout organisme international, fédéral, communautaire régional ou local, de droit public ou privé, les collaborations nécessaires à l'accomplissement des missions de l'Observatoire.

Art. 5. Les rapports des études ou recherches concernant l'Enfance, la Jeunesse et l'Aide à la Jeunesse réalisées à l'initiative de la Communauté française ou subsidiées par celle-ci, sont transmis à l'Observatoire.

Section 3. — Organisation

Art. 6. § 1^{er}. L'observatoire est intégré dans les Services du Gouvernement de la Communauté française et placé sous l'autorité du Secrétaire général.

Les membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française mis à la disposition de l'observatoire, sont affectés au Secrétariat général du Ministère de la Communauté française.

§ 2. L'observatoire peut bénéficier d'agents mis à sa disposition par l'ONE.

§ 3. Les tâches spécifiques visées à l'article 2, alinéa 2, 3°, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, sont, pour l'observatoire de l'enfance et de l'aide à la jeunesse, les suivantes :

— les tâches visant à organiser les relations entre les pratiques d'analyse, de recherche, de partage d'expériences, de communication et d'intervention dans les secteurs relatifs à l'enfance et à l'aide à la jeunesse.

Art. 7. Le Gouvernement désigne au sein du personnel de l'Observatoire, la personne dénommée "Coordinateur" qui, sous l'autorité du Secrétaire général, assure la coordination des travaux de l'Observatoire.

CHAPITRE II. — Le comité d'accompagnement

Section 1re. — Les compétences

Art. 8. Un organe de réflexion, d'orientation et d'évaluation appelé comité d'accompagnement est chargé de remettre des avis, des conseils et des propositions à la demande du Gouvernement ou d'initiative, sur les missions et les travaux de l'Observatoire.

Art. 9. Chaque année avant le trente juin, le comité remet au Gouvernement, un rapport d'activités sur l'année écoulée.

Section 2. — La composition

Art. 10. Les membres du comité d'accompagnement sont nommés par le Gouvernement pour un terme de six ans renouvelable.

Art. 11. Le comité d'accompagnement est composé :

- 1° du Secrétaire général ou de son délégué;
- 2° de l'administrateur général de l'ONE ou de son délégué;
- 3° du fonctionnaire général responsable de l'Enseignement ou de son représentant;
- 4° du fonctionnaire général responsable de l'administration de l'Aide à la Jeunesse ou de son représentant;
- 5° du fonctionnaire général responsable de l'administration de la Jeunesse ou de son représentant;
- 6° de trois représentants du conseil d'administration de l'ONE choisis sur une liste de 6 membres proposés par ce conseil;
- 7° de trois représentants du Conseil de la jeunesse d'expression française, choisis sur une liste de 6 membres proposés par ce conseil;
- 8° de trois représentants du Conseil communautaire de l'Aide à la jeunesse, choisis sur une liste de 6 membres proposés par le Conseil;
- 9° du délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse;
- 10° d'un représentant de chaque membre du Gouvernement;
- 11° du personnel de niveau 1 de l'Observatoire.

Art. 12. Le Gouvernement peut désigner un ou plusieurs experts qui siègent avec voix consultative au sein du comité.

Art. 13. Le comité d'accompagnement peut associer un ou plusieurs experts à ses travaux lorsque ceux-ci ont un caractère technique nécessitant des compétences particulières.

Art. 14. Le comité d'accompagnement est présidé par le Secrétaire général ou son délégué.

Art. 15. Un membre qui perd la qualité en laquelle il a été désigné cesse d'exercer ses fonctions; un remplaçant est désigné aux mêmes conditions que celles qui ont été observées pour la désignation de la personne remplacée. Le mandat du remplaçant prend fin en même temps que celui des autres membres du comité d'accompagnement.

Art. 16. Le fonctionnement du comité est arrêté par le Gouvernement sur la proposition du comité.

Art. 17. § 1^{er}. Les membres visés au 6°, 7° et 8° de l'article 11 bénéficient d'un jeton de présence de 1000 francs pour leur participation aux séances de travail du comité d'accompagnement.

Les jetons de présence couvrent les travaux accessoires aux séances.

§ 2. Ces mêmes membres ont droit au remboursement des frais de parcours et de séjour, dans les conditions et suivant les taux fixés par la réglementation en la matière applicables aux membres du personnel des ministères.

Pour l'application du présent paragraphe, ils sont assimilés aux membres du personnel des ministères titulaires d'un grade classé au rang 12.

§ 3. Les membres du comité sont autorisés à faire usage de leur véhicule à moteur personnel pour les déplacements nécessités par l'activité du comité. Ils bénéficient d'une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé par la Communauté française en cas d'utilisation des moyens de transport en commun.

La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation, par les membres, de leur véhicule personnel.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 18. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 juillet 1997 relatif à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la jeunesse est rapporté.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. La Ministre-Présidente ayant l'enfance et l'aide à la jeunesse dans ses attributions et le Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juin 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 1627

[S - C - 98/29269]

**8 JUNI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, §§ 3 en 4, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de "Office de la naissance et de l'enfance", zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 2, lid 2, 3°;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 juli 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 maart 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 april 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 6 april 1998;

Gelet op het protocol van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 18 mei 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 17 maart 1997 over de vraag om advies binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 mei 1997, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheden het Kinderwelzijn en de Hulpverlening aan de Jeugd behoren, en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 1998,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Het Waarnemingscentrum, opdrachten en organisatie**Afdeling 1. — Het Waarnemingscentrum*

Artikel 1. Er wordt, binnen de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, een Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd, hierna "het Waarnemingscentrum" genoemd, ingesteld.

Het Waarnemingscentrum werkt in nauwe samenwerking met de andere diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de "Office de la Naissance et de l'Enfance", hierna "ONE" genoemd.

Afdeling 2. — Opdrachten

Art. 2. Het Waarnemingscentrum heeft tot opdracht :

1° een permanente inventaris op te maken :

a) van het beleid en de maatschappelijke gegevens inzake Kind en Jeugd, inzonderheid wat betreft de gezondheid, de vrijetijdsbesteding, de culturele expressie, de opvang van kinderen en jongeren, het afhaken (school), de adoptie, alsook de aangelegenheden bedoeld bij artikel 2 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de Jeugd.

b) van de instellingen en de verenigingen die bevoegd zijn inzake Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd, van het beroep dat op ze gedaan wordt en van hun toegankelijkheid. Onder "vereniging" wordt verstaan : elke natuurlijke of rechtspersoon of elke vereniging in feite, die door de Franse Gemeenschap of door de ONE wordt erkend of gesubsidieerd, waarvan het geheel of een deel van de activiteiten betrekking heeft op het Kind, de Jeugd of de Hulpverlening aan de Jeugd;

2° op aanvraag van de Regering van de Franse Gemeenschap, een lid ervan, de Secretaris-generaal, de Administrateur-generaal van de ONE, adviezen uit te brengen omtrent onverschillig welke vraag met betrekking tot het Kind, de Jeugd, de Hulpverlening aan de Jeugd, inzonderheid wat betreft het uitwerken van de programmatie-criteria van de instellingen en de verenigingen, het oprichten van nieuwe instellingen of verenigingen en, zo nodig, de herorganisatie van de instellingen en de verenigingen om in te spelen op de behoeften;

3° ieder initiatief dat ertoe strekt de toestand van de kinderen en de jongeren te verbeteren, te bevorderen en bekend te maken en, voor de Franse Gemeenschap, de bepalingen vervat in de artikelen 42 tot 44 van het internationaal verdrag van 20 november 1989 inzake de rechten van het kind, goedgekeurd bij een decreet van het Parlement van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991, toe te passen en uit te voeren;

4° aanbevelingen te doen met als doel het bevorderen van de samenwerking tussen de ONE, de Diensten van de Regering en de verenigingen;

5° de uitslagen van de studies en het wetenschappelijk onderzoek gedaan inzake Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd te coördineren en, zo nodig, deze studies of dit onderzoek zelf te verwezenlijken.

Art. 3. De adviezen bedoeld bij artikel 2, 2°, worden overgezonden aan de bevoegde adviesorganen en aan de ONE voor de aangelegenheden waarvoor zij bevoegd zijn.

Art. 4. De Regering brengt met iedere internationale, federale, gemeenschaps-, regionale of lokale, publiekrechtelijke of privaatrechtelijke instelling de nodige samenwerking tot stand voor het vervullen van de opdrachten van het Waarnemingscentrum.

Art. 5. De verslagen van de studies of het onderzoek inzake Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd, gedaan op initiatief van de Franse Gemeenschap of gesubsidieerd door deze laatste, worden overgezonden naar het Waarnemingscentrum.

Afdeling 3. — Organisatie

Art. 6. § 1. Het Waarnemingscentrum wordt opgenomen binnen de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en staat onder het gezag van het Secretariaat-generaal.

De personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap die ter beschikking gesteld worden van het Waarnemingscentrum, worden aangewezen voor het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Het Waarnemingscentrum mag de diensten van ambtenaren genieten die door de ONE ter beschikking worden gesteld.

§ 3. De bijzondere opdrachten bedoeld bij artikel 2, lid 2, 3°, van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, zijn, wat het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd betreft, de volgende :

— de opdrachten met als doel de organisatie van de betrekkingen tussen de praktijken inzake ontleding, onderzoek, ervaringsuitwisseling, communicatie en tussenkomst in de sectoren betreffende het Kinderwelzijn en de Hulpverlening aan de Jeugd.

Art. 7. De Regering wijst binnen het personeel van het Waarnemingscentrum de persoon aan die "Coördinator" wordt genoemd en die, onder het gezag van de Secretaris-generaal, de coördinatie waarneemt van de activiteiten van het Waarnemingscentrum.

*HOOFDSTUK II. — Het begeleidingscomité**Afdeling 1. — De bevoegdheden*

Art. 8. Een bezinnings-, oriëntatie- en evaluatie-orgaan, "begeleidingsorgaan" genoemd, wordt ermee belast adviezen, raadgevingen en voorstellen uit te brengen op aanvraag van de Regering of op eigen initiatief, over de opdrachten en de activiteiten van het Waarnemingscentrum.

Art. 9. Ieder jaar, vóór 30 juni, zendt het comité de Regering een verslag over omtrent de activiteiten van het verlopen jaar.

Afdeling 2. — De samenstelling

Art. 10. De leden van het begeleidingscomité worden benoemd door de Regering voor een vernieuwbare termijn van zes jaar.

Art. 11. Het begeleidingscomité bestaat uit :

1° de Secretaris-generaal of diens afgevaardigde;

2° de Administrateur-generaal van de ONE of diens afgevaardigde;

- 3° de ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor het Onderwijs of diens vertegenwoordiger;
- 4° de ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor het bestuur Hulpverlening aan de Jeugd of diens vertegenwoordiger;
- 5° de ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor het bestuur Jeugd of diens vertegenwoordiger;
- 6° drie vertegenwoordigers van de raad van bestuur van de ONE, gekozen op een lijst van zes leden voorgedragen door deze raad;
- 7° drie vertegenwoordigers van de Franstalige Jeugdraad, gekozen op een lijst van zes leden voorgedragen door deze raad;
- 8° drie vertegenwoordigers van de Gemeenschapsraad voor Hulpverlening aan de Jeugd, gekozen op een lijst van zes leden voorgedragen door de raad;
- 9° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind en hulpverlening aan de jeugd;
- 10° een vertegenwoordiger van ieder lid van de Regering;
- 11° het personeel van niveau 1 van het Waarnemingscentrum.

Art. 12. De Regering kan een of meer deskundigen aanstellen die met raadgevende stem zitting hebben in het comité.

Art. 13. Het begeleidingscomité kan een of meer deskundigen bij zijn activiteiten betrekken als deze een technische aard vertonen die bijzondere bevoegdheden vereisen.

Art. 14. Het begeleidingscomité wordt door de Secretaris-generaal of diens afgevaardigde voorgezeten.

Art. 15. Het lid dat de hoedanigheid verliest op basis waarvan hij aangesteld werd, houdt op zijn ambt uit te oefenen; er wordt een plaatsvervanger aangewezen onder dezelfde voorwaarden als deze gesteld voor de aanstelling van de vervanger persoon. Het mandaat van de vervanger neemt een einde op hetzelfde ogenblik als dat van de andere leden van het begeleidingscomité.

Art. 16. De werking van het comité wordt door de Regering, op de voordracht van het comité, vastgesteld.

Art. 17. § 1. De leden bedoeld bij 6°, 7° en 8° van artikel 11 genieten een presentiegeld van duizend frank voor hun deelneming aan de activiteiten van het begeleidingscomité.

Het presentiegeld dekt ook de bijkomende activiteiten.

§ 2. Dezelfde leden hebben recht op de terugbetaling van de reis- en verblijfkosten binnen de voorwaarden en volgens de tarieven, bepaald door de terzake geldende reglementering, die van toepassing zijn op de personeelsleden van de ministeries.

Voor de toepassing van deze paragraaf worden ze gelijkgesteld met de personeelsleden van de ministeries die titularis zijn van een graad van rang 12.

§ 3. De leden van het comité worden ertoe gemachtigd hun eigen motorvoertuig te gebruiken voor de reizen ten behoeve van de activiteiten van het comité. Ze genieten een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat de Franse Gemeenschap had moeten betalen indien zij de algemene vervoermiddelen hadden gebruikt.

De Franse Gemeenschap neemt de dekking van de risico's voortvloeiend uit het gebruik, door de leden, van hun persoonlijk voertuig, niet waar.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 18. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 betreffende het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd wordt ingetrokken.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 20. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheden het Kinderwelzijn en de Hulpverlening aan de Jeugd behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juni 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCION

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,

Ch. PICQUE